



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Colonisation et esclavagisme

Les députés ultramarins condamnent les propos du ministre de l'Intérieur et des Outre-mer

À l'occasion du colloque *Les Outre-mer aux avant-postes* organisé par Le Point ce 2 février 2023 à la Maison de l'Océan (Paris), le ministre de l'Intérieur et des Outre-mer a déclaré : « *c'est la République française qui a aboli l'esclavage (...) on demande donc (aux territoires ultramarins) d'aimer la République* » ; « *il y a aux Antilles, en Guyane, un sentiment identitaire, de réaction, qui mérite d'être entendu mais qui (...) ne mérite pas d'être entendu comme la Nouvelle-Calédonie a le mérite d'être entendue parce que ce n'est pas la même histoire* ».

Nous condamnons ces propos avec la plus grande fermeté.

Au relativisme moral des puissances colonisatrices, persuadées d'apporter culture et savoir aux populations dont elles brimaient les capacités d'autodétermination en même temps qu'elles tuaient leur puissance créatrice, semble avoir succédé une **forme nouvelle de révisionnisme historique**.

Si l'**histoire coloniale est en effet plurielle** dans sa réalisation (certains territoires sont conquis par la force, d'autres échangés, certains vendus ou annexés), elle est **une dans ses causes** (satisfaire des **intérêts économiques** et promouvoir des **idéaux politiques et religieux**) et dans ses **conséquences actuelles** : les outre-mer demeurent le **pur produit de l'expansionnisme**, restent envisagés comme des **relais de puissance et d'influence**, et sont **tributaires de prismes nationaux** car constamment ramenés à leurs vertus **géostratégiques**.

Nous tenons également à rappeler que l'**abolition de l'esclavage est avant tout le fruit de la lutte de nos ancêtres, la consécration de tant de femmes et d'hommes aux vies sacrifiées, le résultat de la résistance constante des esclaves, contraints d'arracher leur liberté là où les décisions de la République mentionnée par Gérard Darmanin tardaient à être proclamées, et plus encore, à être appliquées.**

C'est cette même République qui **maintient nos territoires d'outre-mer dans un état de sous-développement chronique** et qui passe quasiment systématiquement **sous silence les outre-mer dans les projets de loi** présentés au Parlement, dessaisissant progressivement ce dernier de ses prérogatives.

Rappelons au ministre de l'Intérieur que nul ne colonise impunément : « *partout où il y a colonisation, des peuples entiers ont été vidés de leur culture* ». En ces quelques mots, Aimé Césaire résumait déjà la volonté émancipatrice de nos peuples, qu'ils soient guyanais, antillais, réunionnais, polynésiens ou néo-calédoniens, dont les revendications identitaires sont au cœur du processus en cours de **réappropriation des fondements culturels** dont ils ont tous été dépossédés et dont la légitimité n'a pas à être graduée.

Le président de la République et son gouvernement préparent activement une nouvelle **loi de programmation militaire**, dotée de centaines de milliards d'euros destinés notamment à **renforcer les forces dites « de souveraineté » en outre-mer** afin de sécuriser les 10,2 millions de km² composant la Zone économique exclusive de la France.

Mais ils détournent sciemment le regard lorsqu'il s'agit d'assurer des **conditions de vie (et de retraite) décentes aux populations des territoires qui lui assurent son rang de deuxième puissance maritime mondiale**.

Cette réalité ne semble pas, quant à elle, avoir le mérite d'être entendue.

"Le cerveau fonctionne à la manière de certains éléments digestifs de type élémentaire. Il filtre. Et le filtre ne laisse passer que ce qui peut alimenter la couenne de la bonne conscience bourgeoise"

-Aimé Césaire-

Signataires

Christian BAPTISTE, député de la Guadeloupe

Moetaï BROTHERSON, député de la Polynésie française

Elie CALIFER, député de la Guadeloupe

Jean-Victor CASTOR, député de Guyane

Steve CHAILLOUX, député de la Polynésie française

Perceval GAILLARD, député de La Réunion

Emeline K.BIDI, députée de La Réunion

Karine LEBON, députée de La Réunion

Tematai LE GAYIC, député de Polynésie Française

Frédéric MAILLOT, député de La Réunion

Max MATHIASIN, député de la Guadeloupe

Marcellin NADEAU, député de la Martinique

Jean-Philippe NILOR, député de la Martinique

Jean-Hugues RATENON, député de La Réunion

Davy RIMANE, député de Guyane

Olivier SERVA, député de la Guadeloupe

Jiovanny WILLIAM, député de la Martinique